

Ibrahim Ag Hamadalamine, Secrétaire a l'Information du syndicat des enseignants : "Pas d'école sans l'application de l'article 39"

MALI

619

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 08 JUIN 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



MALI : Les hommes de Dieu et la société civile s'inquiètent et hèlent les gouvernants



Le Mali en Crise : C'est à IBK qu'il faut parler



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Mobilisation exceptionnelle du 5 juin : et après ?	P.4
Brèves	Appel du Dr. Hamed Sow : "Agressions pour faire échouer les perspectives calamiteuses du régime IBK !" Mali : La pluie sauve IBK, Bamako sous haute surveillance Gao en alerte sous la colère des citoyens : De discrètes médiations en cours Les organisations EMK, CMAS et FSD donnent un nouveau message au peuple malien 26 tués dans une attaque dans le centre du Mali Nord du Mali : Le chef d'AQMI a été tué, selon la ministre française des armées	P.11 P.11 P.12 P.12 P.12 P.13
Actualité	Ibrahim Ag Hamadalamine, Secrétaire a l'Information du syndicat des enseignants : "Pas d'école sans l'application de l'article 39" Opération Barkhane : Actualité des opérations du 29 mai au 5 juin 2020 Délestages au Mali : Les explications du Directeur des Ressources Humaines d'EDM-SA	P.15 P.16 P.17
Politique	Au Mali, des milliers de manifestants demandent la démission du président 18 MALI : Les hommes de Dieu et la société civile s'inquiètent et hèlent les gouvernants Boubacar PLEA sur la marche du 05 Juin : «L'objectif ne souffrait d'aucune ambiguïté», demander au régime de rendre le tablier La Marche du 5 juin 2020 : La République a frôlé le pire ! Micro-trottoir : les maliens s'expriment apres la marche du 05 juin Réflexions sur la sortie de crise au Mali : Souleymane Dagnon, membre du CE-ADEMA et ex-Maire de la Commune VI, propose - "Il faut arrêter d'opposer les jeunes aux vieux" Le Mali en Crise : C'est à IBK qu'il faut parler	P.18 P.19 P.20 P.21 P.22 P.23 P.24
Culture & société	Falea : Le Gankhouran, un masque en voie de disparition	P.27
International	Guinée : le premier ministre Kassory Fofana en danger de mort Les parlementaires africains se mobilisent pour Soumaïla Cissé	P.29 P.29
Sport	Session inaugurale du Conseil d'Administration du Centre de Médecine du Sport "Lassana Traoré- dit Ambiance": Les balises posées !	P.30

P.11



P.17



P.21



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mobilisation exceptionnelle du 5 juin : et après ?

Le rassemblement organisé par les « Forces Patriotiques » le vendredi 5 juin 2020 au monument de l'Indépendance a été pour le moins un franc succès. Il faut à cet égard mettre d'abord à l'actif des organisateurs une cohésion interne qui ne semblait pas acquise à priori. En effet, si un Mountaga TALL du FSD peut-être considéré comme un démocrate proche des milieux religieux, ceux-ci ont peu de chose en commun avec le cinéaste Cheick Oumar Sissoko défenseur intransigeant d'une laïcité dure. Mais ne voilà-t-il pas que le sens de la patrie l'a emporté sur des contradictions subalternes. Est-ce cela qui expliquerait la tenue du rassemblement un Vendredi,

jour saint pour les musulmans et au monument de l'indépendance haut lieu des manifestations républicaines voire officielle au Mali ? Apparemment oui.

Ensuite le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS) et le mouvement Espoir Mali Koura ont réussi à infliger un cinglant démenti à ceux qui n'avaient prédit que violences, saccages et déstabilisation. Les Familles Fondatrices de Bamako s'étaient d'ailleurs fait les porte-paroles de cette préoccupation lorsqu'elle a demandé à rencontrer les organisateurs de la manifestation. Les-

quels auraient donné toutes assurances dans ce sens. Le rassemblement, de ce point de vue a été pacifique même si vers la fin, des manifestants qui se dirigeaient vers la résidence de IBK pour « aller prendre sa démission » ont eu des accrochages avec des agents de sécurité. Il faut d'ailleurs saluer le professionnalisme des forces de sécurité et de la protection civile qui devraient sans doute avoir à l'esprit et dans le cœur de se racheter après les tristes événements de Kayes et de Sikasso. Mais il faut aussi reconnaître que la très grande majorité des manifestants et aussi les organisateurs ont fait montre de sens de responsabilité.

Mais la plus grande réussite de la manifestation du 5 juin a été l'exceptionnelle mobilisation des maliens pour y prendre part. Tous les observateurs sérieux ont reconnu ce point sans, le plus souvent donner de chiffres même approximatifs. Le tiers de la foule que nous avons vue, ne pouvait selon mes estimations

tenir dans le stade du 26 mars qui fait 50.000 places assises. Ce qui nous autorise à dire qu'il y avait au bas mot au Monument de l'Indépendance 750.000 personnes.

Mais quel message précis voulait faire passer la Troïka d'organisations et quel était l'objectif final du rassemblement ? Les intervenants qui se sont succédés au micro du rassemblement, Issa Kaou Ndjim, Choguel Maiga, Mountaga Tall, Konimba Sidibé, Moussa Sinko Coulibaly, Cheick Oumar Sissoko ou encore l'imam Mahmoud Dicko, de façon allusive ou claire ont tous demandé le départ de IBK et de son régime. C'est la Déclaration finale qui a levé toutes les ambiguïtés sur les objectifs réels du meeting car après avoir passé au crible la gestion de IBK, la Déclaration affirme que « En conséquence, le peuple malien souverain, mobilisé sur l'ensemble du territoire national, et au sein de la Diaspora, et dans un Rassemblement Patriotique Citoyen sur la place de l'Indépendance de Bamako, ce vendredi 05 juin 2020, exige la démission du Président Ibrahim Keita et de son régime ». Et d'ajouter « Pour ce faire, le Rassemblement des Forces Patriotique lance un ultimatum pour constater cette démission au plus tard à 18 heures, ce vendredi 05 juin 2020 ».

■ **Karamoko B. KEITA**

A ce jour, cet ultimatum reste toujours sans suite même si le gouvernement a publié un communiqué sur le Rassemblement pour d'abord se féliciter d'avoir « autorisé la marche à travers le Gouverneur du District de Bamako » avant de déplorer que « des manifestants particulièrement surexcités, se soient dirigés vers la résidence du Président de la République à Sébénicoro ». Enfin le Gouvernement dit rassurer « les populations qu'il restera attentif à la satisfaction de leurs préoccupations légitimes » et renouveler « son offre de dialogue au collectif d'associations et de partis politiques qui s'est exprimé à travers le rassemblement du 5 juin 2020 ».

Cette énième offre de dialogue du Gouvernement vaut-elle réponse de IBK à l'ultimatum lancé par les manifestants. Il faut à cet égard rappeler que la plus grande difficulté dans la résolution des crises politiques maliennes est l'absence de confiance entre les acteurs politiques en général et entre l'opposition et IBK en particulier. En effet, plus d'une fois, lors de ses points et conférences de presse, le FSD a clairement indiqué avoir été floué plusieurs fois par IBK qui jettent toujours ses promesses à la poubelle dès qu'il constate une accalmie de la climat politique et social.

En toutes hypothèse, la troïka dans un « Message au Peuple Malien » dit « constater l'expiration de l'ultimatum adressé à monsieur Ibrahim Boubacar Keïta et réitère leur détermination à faire aboutir cette juste exigence du peuple et demandent en conséquence à toutes les maliennes et à tous les maliens de l'intérieur et de la Diaspora, de rester mobilisés et attentifs aux mots d'ordre qui suivront de façon imminente. ».

Quels seront ces nouveaux mots d'ordre ? Nous acheminons-nous vers un nouveau bras de fer ? Si oui avec quelles conséquences ? IBK a-t-il déjà pris la mesure de la situation et est-il prêt à faire des concessions majeures ? La troïka est disposée à lâcher du lest ?

Les prochains jours sont faits d'incertitudes pour la Mali. Le pire n'est pas à exclure. Mais de toute crise bien gérée peut sortir le meilleur.



Amadou Tall :



C'est quoi même :
LA DÉSObÉISSANCE CIVILE?
#Désobéissance Civile



Seydou Oumar Traoré



Le tribunal de la commune V sur le banc du dés-honneur.
Ce que le ministre de la justice Malick Coulibaly doit savoir :

Pendant que le commissariat du 11ème arrondissement arrête les voleurs , criminels pour donner de la quiétude à la population le tribunal commercial de la commune V se permet de prendre des cautions pour les libérer.

Pour une caution de 400 000 f CFA le tribunal commercial de la commune V a libéré deux voleurs réputés de Sabalibougou et a gardé deux autres parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer une caution. Quand le procureur Mamadou Doumbia était à la tête du tribunal de la commune V c'était un véritable commerce. Toute liberté avait un prix et même la mort avait un prix. Nous avons tout donné pour faire renaître la justice et quand Malick Coulibaly a été nommé comme ministre nous étions très contents Puisque le changement s'annonçait.

Ladji Sara a été nommé comme procureur de la commune V mais hélas sa vigilance ne dépassera pas quelques mois et nous revoyons la même tribunal corrompu, commercialisé, dépourvu de son sens. La petite histoire est que le commissariat du 11ème arrondissement sous la houlette du commissaire divisionnaire de police Mamoudou Diabaté a procédé à l'arrestation des très grands voleurs de motos de Sabalibougou et environs. Ils sont Issa Traoré, Salif Traoré réparateur de moto, Nouma Doumbia un voleur très qualifié et Gaoussou Doumbia en possession de 3 motos Djakarta volées puis une quatrième détachée en pièces .La brigade de recherches du commissariat du 11ème arrondissement a fait la procédure pour déférer ses voleurs. Mais à notre grande surprise le tribunal de la commune V sous la houlette du grand maître Ladji Sara a pris une caution de quatre cents mille francs CFA (400 000 f CFA) pour libérer les frères Issa et Salif Traoré et déféré à la maison centrale d'arrêt de Bamako Nouma

et Gaoussou Doumbia puisque ceux-ci n'ont pas d'argent. À noter qu'Issa Traoré était très recherché car il est impliqué dans d'autres histoires de vol. Nous qui avons été très contents de la renaissance de la justice malienne, sommes très dessus puisque si on continue comme ça on dira que les roqueurs Mamadou Doumbia et Ladji Sara sont là personne, font la même gestion : la ridiculisation de la justice malienne. Nous demandons à Monsieur le ministre de la justice Malick Coulibaly d'ouvrir les yeux encore car ceux à qui il est sensé de faire confiance contribuent à son déshonneur.



Amkouel Senonke



Ce qui m'intrigue c'est que nous avons des massacres et on apprend ça par des médias étrangers, comme si le pays ne comptait ni médias ni journalistes ni autorités.

RFI et d'autres medias internationaux annoncent que Vingt-six personnes ont été tuées vendredi 5 juin dans une attaque contre leur village dans le centre du Mali, Binedema, dans la région de Mopti. L'association tabital poulakou que des militaires maliens sont venus arrêter des gens dans le village et les ont égorés. Interrogé, le ministre de la défense, le Général Dahirou répond qu'il en parlera cette semaine et qu'une enquête sera ouverte.

Ce qui est sûr c'est que ce n'est pas la première fois ce genre d'accusation et qu'à chaque fois l'état annonce une enquête donc les conclusions ne viennent bizarrement jamais. Ce qui est sûr c'est que sans conclusions ne soyez pas surpris de voir les jeunes de ces villages rejoindre les mouvements armés pour se défendre et se venger

PINAL



Inqualifiable et inacceptable . Ceux qui dénoncent sont qualifiés de troubleurs à leurs sommeil (pardon ordre public). Ce silence n'est rien d'autre que du mépris. Paix aux âmes disparues!

Mali: Il faut dénoncer un gouvernement qui dissimule l'assassinat cruel d'une femme enceinte et de ses 5 enfants, brûlés vifs dans l'incendie criminel de leur maison.

Femmes Ministres - Députés - Maires... du Mali, la loi du genre n'aura rien servi pour cette victime.

Informez-vous sur www.lepaysdogon.net ou au (+223) 83 78 32 00

Des vrais leaders réagissent toujours face à l'injustice.



Honorable Chatto Cissé
@AlassaneAichata

Je suis choquée et révoltée par l'atrocité du massacre qui a eu lieu à Binedama ! Ces actes sont inqualifiables et d'une barbarie allant au-delà de l'imaginable. Que la lumière soit rapidement faite, les responsabilités établies et justice rendue. Pensée pieuse pour les victimes.

02:28 · 06/06/2020 · Twitter for iPhone

EUCAP Sahel Mali



GENDARMERIE NATIONALE DU MALI : ENSEMBLE POUR LA SÉCURITE ET L'ÉTAT DE DROIT

En 2019, et en sus des actions de conseil et d'appui en matière d'infrastructures et d'équipements, EUCAP a assuré ou appuyé de nombreuses formations individuelles et collectives au profit de 3.600 policiers, gendarmes, et gardes nationaux.

En 2020, EUCAP poursuit ce soutien avec détermination, malgré le contexte particulier de la crise COVID.

(Cette vidéo a été réalisée en 2019, avant le début de la menace du coronavirus, et les gestes barrières ne sont donc pas respectés.)

Awa Sylla



En jour de la fête des mères.

Je souhaite et prie de tout mon coeur que que Dieu nous envoie le meilleur cadeau qu'on puisse rêver :

c'est à dire le retour de ton époux Soumaila Cissé.

Tu es une femme de foi

Une femme de dignité

Une femme de principe

Une d'honneur

Une mère exemplaire

Une maman aimante

Une maman avec grand cœur.

Ma seule première aujourd'hui c'est la libération de notre papa sain et sauf.

Maman chérie

Assitan Traoré Cisse



Bonne fête à toi et que Dieu te fortifie.



Malick Konate



Hommage à mon frère Mohamed Ag Acharom

Dieu a dit dans le saint Coran : "La mort que vous

fuyez va certes vous rencontrer. Ensuite, vous serez

ramenés à Celui qui connaît parfaitement le monde Invisible et le monde visible et qui vous informera alors de ce que vous faisiez"

Louange à Allah, Seigneur des mondes. Qu'Il fasse de nous un bon esprit et que notre chemin soit celui de la religion du prophète Mohammed (PSL).

J'ai décidé de faire ce petit témoignage pour rendre hommage à un frère, un ami, un sympathisant, un musulman, le désormais feu Mohamed Ag Acharom.

Tu m'as aimé, vraiment tu m'as aimé. On ne s'est pas connus dans

un lieu de travail classique, comme dans un bureau par exemple. On s'est connus seulement sur Facebook. Et notre relation s'est renforcée petit à petit. Tu m'a aimé, respecté, considéré. Cela mérite plus qu'une reconnaissance. Tu es parti à jamais pour "ce village qui n'a pas de chemin de retour" (Batouala, René Maran). "Toute âme goûtera la mort", nous enseigne le Coran.

Tu m'as promis d'être avec moi pour la sortie de mon film "Dawa, l'appel à Dieu", tu y étais. Dès lors, on est devenus plus que des amis. Tu étais un féru de la religion musulmane. Tous ceux qui sont amis avec toi sur les réseaux sociaux savent que pour t'avoir, le seul secret c'est de te parler de religion. Moi, je témoigne pour que ton âme repose éternellement en paix.

C'est ce qui est dit dans la religion: tout ce qui se dit de quelqu'un après sa mort, c'est ce que la personne mérite. Il est aussi dit : « Dites les biens des gens quand ils ont fait de bonnes actions et dites également les mauvaises actions qu'ils ont faites. ». Et moi, je témoigne aujourd'hui que tu étais un bon musulman. Nous sommes les premiers juges entre nous. Si on se pardonne entre nous, Dieu « Rahamane » nous pardonne. Donc, je pardonne que Dieu te pardonne. Le jour du jugement dernier, Dieu va nous rappeler ce qu'on a fait dans la vie. Nul ne peut mentir ce jour. Mais Dieu pardonne, car il est miséricordieux. Mais, entre nous, dans ce monde, c'est ce qui est difficile. Alors, tu es parti et tu n'as pas le choix.

Chers frères et chères sœurs, nul ne sait quand la mort arrive, ni le lieu encore moins les circonstances. Alors ayons la foi pour adorer Dieu. La vie nous trompe, faisons attention ! Cet homme qui vient de partir à jamais était un croyant et j'en témoigne. Mon frère, que ton âme repose en paix.

Que la terre te soit légère. C'est ce que tu nous as demandé après ta mort. Nous continuons toujours à prier pour toi.

Dors en paix Cher Mohamed Ag Acharam !

Moussa Baba Coulibaly



Piqué sur un mur !

Histoire d'un riche vieil homme qui a mis sa propre maladie en scène pour voir comment allait réagir ses proches, ses collègues et son entourage en cette période de pandémie de coronavirus.

« Nous sommes jeudi 16 avril 2020. Après la prière de 14H, je suis rentré dans l'antichambre de mon bureau, je me suis allongé dans le divan, j'ai commencé à passer des appels aux proches pour leur demander de venir urgemment me chercher, en leur faisant croire que j'ai du mal à me mettre sur mes pieds parce que je développe une forte fièvre.

Mon fils aîné fut le premier sur ma liste d'appel. Après m'avoir écouté, il a cherché à savoir si j'avais du mal à respirer. Je lui ai dit que c'était une simple fièvre et rien de grave. Il a réagi en ces mots : "Papa, je te rappelle dans 10 mn". Après 20 mn, mon fils ne m'avait toujours pas rappelé.

J'ai décidé ensuite d'appeler mon jeune frère direct qui vit à 30 minutes de mon bureau. Je lui ai demandé de venir me chercher au bu-

reau pour l'hôpital car, je fais une forte fièvre. Il m'a demandé de lui donner un instant, le temps de se changer et de venir me chercher. Après une heure d'attente, il m'a rappelé pour me dire qu'il a eu une panne de voiture, il ne pourra donc pas venir me chercher.

J'ai pris le téléphone, j'ai appelé ma propre épouse. Je lui ai narré le même scénario. Ma femme m'a posé la question de savoir si je ne toussais pas ? Je demandai pourquoi cette question ? Elle rétorqua que c'est juste pour avoir les détails, afin de se protéger avant de venir me voir. Etonné, je lui ai fait savoir que si j'étais contaminé du Covid-19, alors, elle aussi, elle serait probablement contaminée car nous vivons tous les deux ensemble. Après m'avoir écouté, ma femme m'a demandé de lui donner un moment et qu'elle allait me revenir. 30 minutes après, j'ai appelé mon docteur, qui m'a bien accueilli au téléphone et qui m'a dit qu'il venait de raccrocher ma femme qui lui a expliqué que je suis en train de faire une forte fièvre. J'ai répondu, "ah tant mieux, comme vous en êtes déjà informé, je vous attends. Je suis au bureau". Contre toute attente, mon médecin m'a signifié qu'il n'était pas très équipé pour venir chercher un malade qui développe les signes d'une forte fièvre. Il a ajouté qu'il ne voulait pas prendre de risques, mais qu'il allait aussitôt contacter un de ses collègues qui travaille au centre de traitement du Covid-19 pour venir me chercher.

Après toutes mes tentatives soldées par des échecs, j'ai décidé de me tourner vers mes collègues de service. J'ai fait signe à ma secrétaire qui est venue me trouver grelottant dans le divan. Elle a reculé d'un pas et a demandé de savoir ce qui se passait ? Je lui ai dit que je suis souffrant que j'avais besoin d'assistance. Elle est sortie chercher mon chauffeur et mes collègues de service. Ils sont tous venus s'arrêter devant la porte de l'antichambre, personne n'a osé s'approcher de moi. J'ai demandé à l'un d'eux de venir m'aider à me relever, mais il m'a dit de patienter qu'ils ont appelé le médecin de la direction qui ne devrait plus tarder à venir.

Personne, oui personne n'a osé s'approcher de moi. Ils étaient tous placés à un rayon visuel différent du mien. Quand j'ai fait semblant de me démerder de moi-même pour me remettre sur mes pieds et aller vers eux, j'ai vu les collègues précipiter les pas pour sortir l'un après l'autre de la pièce.

Finalement, seul dans l'antichambre, comme c'était une mise en scène, je me suis relevé, j'ai demandé à voir mon chauffeur. Mais on m'a laissé entendre qu'il est rentré chez lui et qu'il a laissé la clef de la voiture avec la secrétaire. J'ai pris moi-même ma clef sur la table de ma secrétaire. J'ai conduit moi-même la voiture pour la maison. Arrivé chez moi, personne ne voulait se tenir auprès de moi. Ma femme, mes enfants, mes petits enfants, mes voisins, tous m'évitaient. J'étais devenu une peste pour ma propre famille.

La mise en scène de ma propre maladie en cette période de Covid-19 m'a permis de connaître l'Homme et de tirer les conclusions suivantes :

- En cette période du Covid-19, on n'a pas le droit de tomber malade;
- En cette période du covid19, toute maladie est assimilée au Covid-19 ;
- En cette période du covid19, aucune maladie n'est prise au sérieux

si ce n'est le Covid-19 ;

- En cette période du covid19, rares sont les soignants qui se rappellent encore du serment d'Hippocrate ;

- En cette période du Covid-19, il faut être déclaré négatif du Covid-19 avant que certains médecins n'osent s'approcher et s'occuper de toi;

- N'ayons pas confiance à tous ceux qui diront qu'ils seront prêts à mourir pour nous car, face au risque de la mort, ils seront à des milliers de kilomètres de vous.

- Ne jugez personne. Ne vous braquez contre personne. Ne vous fâchez avec personne, même contre votre propre femme ou vos propres enfants. En effet, le désir de vivre passe généralement avant l'amour pour les autres.

- Si ce n'est pas dans les films, combien seront prêts à donner leur propre vie pour les autres ? Tout le monde n'est pas Jésus Christ pour donner sa vie pour son prochain. Tout le monde n'est pas Roméo pour donner sa vie pour Juliette.

Telle a été l'histoire de ma mise en scène pendant cette période du Covid-19.

Que Dieu fasse que ce maudit virus disparaisse vite pour que le jour où nous tomberons malades, nos proches aient le courage d'être à notre chevet et de prendre soin de nous. Un malade a besoin d'amour, d'attention, de tendresse et de la chaleur de ceux qu'il aime ».

Présidence de la République du Mali



SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DE LA DÉFENSE NATIONALE SUR LA PANDEMIE COVID 19

Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita a présidé ce 4 Juin 2020, dans l'après-midi, une session extraordinaire du Conseil de la Défense nationale sur l'évolution de la pandémie COVID-19 dans notre pays et l'état d'exécution par le gouvernement des mesures sociales décidées par le Chef de l'État.

Le Président a exprimé sa vive préoccupation face à l'évolution de la pandémie à la fois dans le District de Bamako et à l'intérieur du pays, en particulier dans la ville de Tombouctou.

Il a insisté une fois de plus sur le port du masque et sur l'urgence de mener à bien le programme, "un Malien, un masque", dans les meilleurs délais; « Toutes les mesures sociales que j'ai annoncées le 10 avril dernier doivent être entièrement exécutées aussi j'invite le gouvernement à redoubler d'efforts pour que ce soit le cas » a conclu le Chef de l'État qui a appelé une nouvelle fois à la libération de son frère l'honorable Soumaila Cissé.

Koulouba, le 4 juin 2020

Ammy Baba Cisse



COMMUNIQUE SUR LA MANIFESTATION DU VENDREDI 05 JUIN 2020:

Le Gouvernement informe l'opinion nationale que ce vendredi 05 juin 2020, à partir de 12 heures, la Coordination des Mou-

vements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud DICKO (CMAS), le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et le Mouvement Espoir Mali Koura (EMK) ont organisé un rassemblement sur la place de l'Indépendance.

Le Gouvernement, toujours soucieux du respect des libertés publiques des maliens, a autorisé la marche à travers le Gouverneur du District de Bamako et a déployé les forces de l'ordre et de sécurité pour encadrer la manifestation. Globalement, tout s'est déroulé sans incident, même si une quarantaine de manifestants souffrant de malaise ont été secourus par les unités d'intervention de la Protection civile. Toutefois, le Gouvernement déplore, à la fin du rassemblement sur la place de l'indépendance, que des manifestants particulièrement surexcités, se soient dirigés vers la résidence du Président de la République à Sébénicoro. Dans leur acharnement pour forcer le dispositif sécuritaire mis en place par les forces de l'ordre, ils ont été dispersés à coup de gaz lacrymogènes. S'en sont suivies de vives altercations qui ont occasionné :

- Dix-neuf (19) blessés dont quinze (15) parmi les forces de l'ordre ;
- Onze (11) véhicules des forces de sécurité endommagés par les manifestants, dont un totalement (01) incendié.

Des interpellations ont été effectuées sur les lieux et une enquête est en cours pour situer toutes les responsabilités de ce débordement. Tout en félicitant les forces de l'ordre pour le professionnalisme et la retenue dont elles ont fait preuve face à un tel déchaînement de violences, le Gouvernement invite les populations au calme.

Le Gouvernement rappelle que l'exercice du droit constitutionnel de manifestation pacifique ne doit pas donner lieu à des actes de vandalisme ni de violences.

Il invite les acteurs politiques et de la société civile au respect du cadre institutionnel républicain et démocratique.

Il rassure les populations qu'il restera attentif à la satisfaction de leurs préoccupations légitimes.

Le Gouvernement renouvelle son offre de dialogue au collectif d'associations et de partis politiques qui s'est exprimé à travers le rassemblement du 5 juin 2020.

Bamako, le 06 juin 2020

Le Gouvernement,

Le Ministre de la Communication,
Chargé des Relations avec les Institutions,

Porte-parole du Gouvernement

Yaya Sangaré, Officier de l'Ordre National



Forces Armées Maliennes



Communiqué de presse

Des rumeurs circulent sur les réseaux sociaux faisant état d'une réunion de généraux et d'une adresse éventuelle du Général Ibrahim Dahirou Dembele à la Nation. Le ministre de la Défense et des Anciens combattants y apporte un démenti catégorique. Il s'agit d'un montage grotesque qui n'a d'autre but que la propagande. Les auteurs de l'intox visent à semer le doute dans les esprits dans leur dessein de déstabilisation des institutions de la République. Le Ministre réaffirme que l'Armée demeure sous les ordres des institutions républicaines. Il invite par conséquent à la vigilance de tous.

COOPERATION MILITAIRE FRANCO-MALIENNE

Le CEMGA reçoit le chef d'état-major des Armées françaises Le Chef d'état-major des Armées françaises (CEMA), le général d'armée François Lecointre a été accueilli, le vendredi 5 juin 2020 à la Base 101 de Sénou, par son homologue malien, le général de division Abdoulaye Coulibaly. Le CEMA français était venu s'enquérir du bon déroulement de la coopération FAMa-Barkhane et les autres partenaires, notamment en ce qui concerne le théâtre Est de l'opération Maliko. Le général François Lecointre était aussi intéressé par le retour définitif de la paix et de la quiétude au Mali. Il s'est félicité des efforts fournis à cet effet. Au cours des échanges, les deux responsables se sont beaucoup penchés sur les questions opérationnelles, en particulier le théâtre Est de l'opération Maliko dans les zones de Gao et Tessit où des unités FAMa sont formées par Barkhane. Le visiteur a rappelé les instructions données par les deux chefs d'Etat, malien et français, aux forces armées maliennes et françaises d'œuvrer pour la paix et la stabilité sur toute l'étendue du territoire national malien. Il est donc venu constater de visu la contribution française, en vue d'éventuels réajustements. La rencontre a pris fin par une remise de cadeau du Chef d'état -major général des armées du Mali à son hôte.



MOUNTAGA TALL



MESSAGE DE Me MOUNTAGA TALL _RASSEMBLEMENT DES FORCES PATRIOTIQUES (FSD _CMAS _EMK) DU 5 JUI 2020.

Merci de votre présence.

Acte 1

A suivre.....



Gouvernement du Mali



Communiqué N°96 #MSAS #Covid19
Situation de la maladie à coronavirus à la date du 06 Juin 2020 :

- 38 nouveaux cas
- 03 décès
- 29 patients guéris.

Ministère de la Communication **République du Mali**
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI

SUITE À UNE MUTINERIE À LA MAISON CENTRALE D'ARRÊT DE BAMAKO

Le Gouvernement informe l'opinion nationale qu'en marge du rassemblement tenu ce jour 05 juin 2020, sur la place de l'indépendance, une mutinerie s'est produite à la maison Centrale d'Arrêt de Bamako.

Certains détenus surexcités ont réussi à défoncer les portes de leurs cellules et ont pris à partie les surveillants de prison. Cette insurrection a malheureusement provoqué la mort de (4) quatre détenus et fait (8) blessés dont un surveillant de prison et une habitante des concessions avoisinantes. Tous les blessés sont présentement pris en charge par les structures sanitaires compétentes.

Par ailleurs, le Gouvernement tient à préciser qu'aucune évasion n'a été enregistrée. Il rassure la population que toutes les dispositions sont prises pour la sécurisation de la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako et des investigations judiciaires appropriées sont déjà en cours.

En cette douloureuse circonstance, le Gouvernement présente aux familles des défunts ses condoléances les plus attristées et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Bamako, le 05 juin 2020

Le Ministre de la Communication,
Chargé des Relations avec les Institutions,
Porte-parole du Gouvernement

Yaya Sangaré
Officier de l'Ordre National

Cité Administrative - Bâtiment No 9 - 3ème Étage | Tel : 20 01 90 11 | Bamako, Mali

Appel du Dr. Hamed Sow : “Agiissons pour faire échouer les perspectives calamiteuses du régime IBK !”



Au lendemain de l'élection présidentielle d'août 2018, nous disions : “Si le président IBK ne change pas son Logiciel de la gouvernance, il amènera notre pays dans l'impasse”. En février 2019, nous avons beaucoup encouragé l'honorable Soumaïla Cissé (dont je dénonce l'arbitraire et inhumaine détention et prie le Bon Dieu pour sa rapide libération) à travailler avec le président de la République pour la mise en place d'un gouvernement d'intérêt national. Projet tué dans l'œuf par IBK. En décembre 2019, nous avons publié une tribune dans laquelle de nouveau nous prônions l'union sacrée de tous les Maliens autour du président IBK, avec Soumaïla Cissé comme Premier ministre. Tribune que nous avons explicitée par des interviews dans différents médias au début de cette année.

Nous avons fini par comprendre que ce pouvoir est inaudible. Il ne pense qu'à ses intérêts pécuniaires et à sa perpétuation. Il n'a aucun souci de l'intérêt du pays. Peu l'importe pour l'oligarchie, qui a pris ce pays en otage, les drames liés à l'insécurité, les problèmes de santé, de l'école, de l'emploi, les vécus quotidiens de la faim, de la soif... En résumé, la paupérisation galopante de nos populations.

Il n'y a que deux actes qui sont d'intérêt majeur pour ce pouvoir :

1. La révision constitutionnelle pour appliquer les Accords d'Alger (y compris ses clauses secrètes qui déboucheront infailliblement sur la partition du pays). D'où le tripatouillage des législatives pour disposer d'une Assemblée nationale sur mesure
2. Le contrôle du pouvoir au-delà de 2023 (probablement avec un patin, faire-valoir) pour assurer l'impunité pour les prédateurs.

Tous les patriotes, tous les fils de la nation pour lesquels l'appel du Mali a encore un sens, doivent agir pour faire échouer ces perspectives calamiteuses du régime.

Raisons pour lesquelles, j'adresse un appel pressant à tous les militants et sympathisants du RTD et de l'ASAS pour manifester pacifiquement le vendredi 5 juin.

Dr. Hamed Sow

Mali : La pluie sauve IBK, Bamako sous haute surveillance



Bamako, la capitale malienne a connu un retour au calme vendredi nuit après les échauffourées dans les artères entre manifestants demandant le départ du président Ibrahim Boubacar Keita et forces de l'ordre. Un dispositif sécuritaire dressé vendredi nuit autour du domicile du président malien et du palais présidentiel a dispersé les manifestants qui tentaient de s'y rendre.

Des arrestations ont été effectuées. On enregistre également des blessés présentés par les organisateurs comme des blessés par balles. Le gros des manifestants s'est dispersé à la faveur d'une pluie battante dans la nuit sur la capitale. Bamako, qui a connu samedi matin des problèmes de connexion internet, s'est réveillée avec la promesse des manifestants de ressortir de plus belle. Le ministre de la Défense malien, Ibrahima Dahirou Dembélé a, dans un communiqué publié vendredi soir, démenti la rumeur annonçant qu'il allait s'adresser à la nation.

« Des rumeurs circulent sur les réseaux sociaux faisant état d'une réunion de généraux et d'une adresse éventuelle du Général Ibrahima Dahirou Dembélé à la Nation. Le ministre de la Défense et des Anciens combattants y apporte un démenti catégorique », a-t-il indiqué dans le communiqué, selon lequel : « il s'agit d'un montage grotesque qui n'a d'autre but que la propagande. Les auteurs de l'intox visent à semer le doute dans les esprits dans leur dessein de déstabilisation des institutions de la République ».

« Le Ministre réaffirme que l'Armée demeure sous les ordres des institutions républicaines. Il invite par conséquent à la vigilance de tous », souligne le communiqué.

Des milliers de personnes sont sorties dans les rues de Bamako le vendredi pour demander le départ du président Ibrahim Boubacar Keita et de son régime à l'appel d'une coalition d'hommes politiques, religieux et associatifs, dont l'ancien président du Haut Conseil Islamique du Mali, l'imam Mahmoud Dicko. Dans une déclaration rendue publique, cette coalition a appelé le Président IBK (élu en 2013 et réélu en 2018 pour 5 ans) à « rendre sa démission au plus tard à 18H00 (GMT) le vendredi 5 juin ».

Un dispositif sécuritaire impressionnant avait été dressé vendredi nuit autour du domicile du président malien Ibrahim Boubacar Keita (IBK) et du palais présidentiel. Ces deux sites avaient été pris d'assaut par des manifestants parmi des milliers d'autres sortis depuis vendredi midi.

Gao en alerte sous la colère des citoyens : De discrètes médiations en cours



La situation globale du Mali inquiète à plus d'un titre. Le contexte sociopolitique est délétère avec des sentiments d'humeur et de révolte. La grande ville du nord ne connaît plus d'accalmie à l'image de toutes les autres zones soumises aux conséquences de l'insécurité et de l'indifférence de l'Etat. Au moment où Kayes et Sikasso sortent difficilement d'une ambiance dramatique (pas encore cicatrisée), des voix alarmantes s'élèvent dans la cité des Askia pour exprimer leur ras-le-bol.

Dans une phase de colère, selon nos informations, des négociations sont engagés avec des jeunes qui envisagent de lancer un autre 5 Juin. Gao est une poudrière et des hommes armés non identifiés paradedent dans la région. L'Etat central est certes fragile, mais des mesures d'anticipation pourraient éviter la dégradation de la situation. D'ores et déjà, des cadres s'affairent à partir de Bamako pour trouver une issue heureuse à cette situation. Dans nos recoupements, le constat n'est pas très rassurant : « Nous sommes en train de jouer à l'apaisement compte tenu de la fragilité du régime. Mais il serait mieux que les plus hautes prennent conscience elles-mêmes », nous a confié un influent ressortissant de la ville.

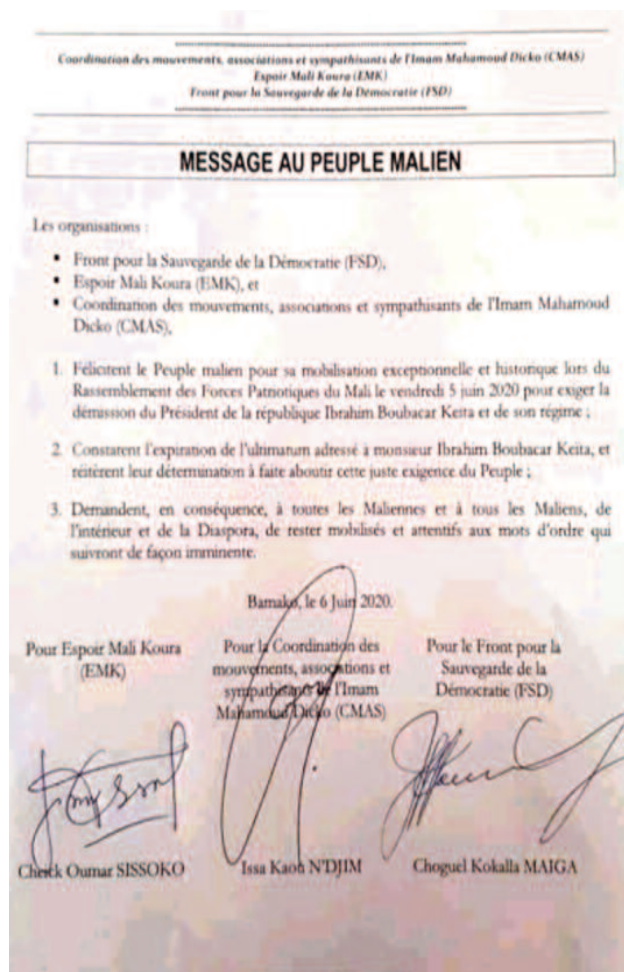
Les organisations de la société civile sont indignées par les actes d'enlèvement, de banditisme ou encore de tueries savamment orchestrées. Plusieurs habitants imputent ce vide sécuritaire à l'Etat et à ses partenaires internationaux. Ces populations désabusées envisagent d'organiser des manifestations de grande envergure afin de mettre les autorités face à leurs responsabilités. A la grave instabilité qui existe dans la capitale vienne ainsi s'ajouter une autre source de mécontentement généralisé. Comme l'estiment certains, il y a des personnes malintentionnées en embuscade !

26 tués dans une attaque dans le centre du Mali

L'attaque a visé un village peul du nom de Binedama dans la région de Mopti, a déclaré Aly Barry, un responsable de Tabital Pulaaku, une association peule du Mali. Deux autres responsables locaux ont confirmé l'attaque et le nombre de morts.

Un responsable du gouvernement local à Koro, une subdivision de la région de Mopti, a déclaré que l'attaque contre Binedama avait eu lieu

Les organisations EMK, CMAS et FSD donnent un nouveau message au peuple malien



vendredi après-midi. Deux femmes et une fillette de neuf ans ont été tuées dans l'attaque, a-t-il dit.

Les peuls sont souvent accusés d'être proches de groupes ayant des liens avec Al-Qaïda et Daech, une perception qui a conduit à des massacres entre eux et d'autres groupes ethniques, y compris les chasseurs Dogon.

Nord du Mali : Le chef d'AQMI a été tué, selon la ministre française des armées

Le chef d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (Aqmi) Abdelmalek Droukdel et plusieurs de ses proches collaborateurs ont été tués le 03 juin dernier dans le nord du Mali. Une annonce faite par la ministre française des Armées Florence Parly ce vendredi 5 juin.

Dans un tweet de Mme Florence Parly, elle déclare que c'était au cours d'une opération des forces françaises et de leurs partenaires. L'opération s'est déroulée dans le nord du Mali à 80 km à l'est de Tessalit, près de la frontière avec l'Algérie.

Selon le colonel Frédéric Barbry, porte-parole de l'Etat-major des armées françaises, le bilan est de 5 morts dont Abdelmalek Droukdel, un haut cadre chargé notamment de la propagande au sein d'Aqmi et un prisonnier qui s'est rendu volontairement. Les autorités françaises rassurent qu'un test ADN a été effectué pour confirmer l'identité Abdelmalek Droukdel.



A ce stade, AQMI n'a pas encore confirmé cette mort de leur chef annoncée par les autorités françaises. Rappelons qu'en 2018, l'armée française avait annoncé la mort d'Amadou Koufa, le chef de la Katiba du Macina. Mais quelques mois après, ce dernier est apparu dans une vidéo circulant sur les réseaux sociaux.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

==000==

SECRETARIAT GENERAL

==000==

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

==000==

COMMUNIQUE

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que l'OCLEI a mis en service le **NUMERO VERT 80 00 22 22**. Ce numéro vert permet aux citoyens de disposer d'un mécanisme efficace et rapide de dénonciation de faits présumés d'enrichissement illicite.


Du 9 décembre 2019 au 31 mars 2020, l'OCLEI a reçu plus de **300 appels**. Les faits dénoncés sont en cours de traitement.

Après les investigations, le Conseil de l'OCLEI décidera de la transmission des cas susceptibles de constituer un enrichissement illicite aux juridictions compétentes. La justice décidera de la suite à réserver aux dossiers transmis par l'OCLEI.

Le Président de l'OCLEI remercie tous ceux qui ont déjà bien voulu apporter leur soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 23 avril 2020




Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI),

Bamako, Hamdallaye ACI 3000, Place CAN, rue 390, BP: E3977, Téléphone: (00 223) 20 29 12 29, N°vert: 80 00 222 22, Site web: www.oclei.ml

Ibrahim Ag Hamadalamine, Secrétaire a l'Information du syndicat des enseignants : "Pas d'école sans l'application de l'article 39"

Dans l'entretien ci-dessous, le Secrétaire à l'information du syndicat des enseignants grévistes décortique le contour de la crise scolaire, les points de négociations, et met en garde : "pas d'école sans l'application de l'article 39". Les 20 % sur les indices salariaux des enseignants.

Mali Tribune : Pouvez-vous faire un rappel de la raison de toutes les grèves qui occasionnent la crise scolaire au Mali ?

Ibrahim Ag : Le 16 janvier 2018, les enseignants du Mali après un combat ont bénéficié d'un statut propre à eux. Dans ce statut, il y a une disposition, dont l'article 39 qui prévoit que toute majoration de rémunération faite au statut général des fonctionnaires s'applique de plein droit aux enseignants. En 2019, le statut général des fonctionnaires a connu une augmentation de 20 % à compter de janvier 2019. Donc les enseignants revendiquent simplement cette majoration de 20 % qu'a connue le statut général et telle qu'annoncée par l'article 39 du statut des enseignants. Rien d'autres.

Mali Tribune: Où en êtes-vous aujourd'hui avec les négociations ?

A. : Pour l'instant, les négociations ont échoué avec le gouvernement depuis le 28 mai 2020. Le gouvernement ne propose que 1150 d'indice plafond à compter de 2020 et 1200 à compter de 2021 ce qui est contraire à l'esprit de l'article 39. L'article veut une majoration de 20 % telle que faite chez les fonctionnaires.

Mali Tribune : Pourquoi avez-vous refusé cette proposition ?

A. : Nous avons refusé cette proposition parce qu'elle n'est pas dans l'esprit de la loi et nous ne voulons pas aider le gouvernement à torpiller une loi de la République. Le fameux ar-

ticle 39 qu'ils essayent d'ignorer.

Mali Tribune : Donc sans l'application de l'article 39, on peut s'attendre à une année blanche ?

A. : La couleur de l'année dépend en grande partie du gouvernement. À notre entendement, après un accord nous pouvons avec tous les autres partenaires de l'école faire l'état des lieux et dégager un diagnostic sans complaisance pour voir ce qu'il y a lieu de faire. Nous devons sortir du carcan de sauvetage des années scolaires.

■ **Propos recueillis par Koureichy Cissé**



Opération Barkhane : Actualité des opérations du 29 mai au 5 juin 2020



La force Barkhane poursuit son effort dans la région du Liptako-Gourma et concentre son action dans la lutte contre les groupes armés terroristes dans la région dite « des trois frontières ».

Eclairage sur le mécanisme de commandement conjoint, pierre angulaire de la coordination entre la Force conjointe du G5 Sahel et la force Barkhane

Lors du sommet de Pau, le 13 janvier 2020, les autorités politiques du G5 Sahel et de la France ont voulu renforcer la coordination des efforts militaires et concentrer la lutte contre l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) dans la zone des trois frontières (Burkina Faso, Mali et Niger). Cette volonté politique est à l'origine de la création du Mécanisme de Commandement Conjoint (MCC). Il permet une meilleure coordination entre les deux forces. Le Général Namata, Commandant de la Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) dispose à ses côtés d'un colonel de la force Barkhane en charge des

éléments français insérés auprès de cette force. Ce dernier est revenu sur la montée en puissance du Poste de Commandement Conjoint (PCC) basé à Niamey.

Le mécanisme de commandement conjoint repose sur trois entités :

- Le Poste de Commandement Conjoint, installé à Niamey. Composé d'officiers de la FC-G5 Sahel, de français et d'autres nationalités, il permet de synchroniser les opérations menées en zone des 3 frontières, afin que les unités de la FC-G5 Sahel et de Barkhane puissent mieux se coordonner sur le terrain.
- Le Détachement de liaison et de contact, quant à lui, est composé de 3 officiers de la FC-G5 Sahel (malien, burkinabè et nigérien). Ils contribuent à la bonne coordination entre les opérations des deux forces sahéliennes en étant insérés au Poste de Commandement Interarmées de Théâtre (PCIAT) de Barkhane à N'Djamena.
- La Cellule de fusion du renseignement ma-

térialise la troisième entité. Elle permet un réel partage des renseignements entre Barkhane et ses nombreux partenaires. Les renseignements y sont analysés avant d'être diffusés pour orienter les opérations conjointes conduites contre les Groupes armés terroristes (GAT).

Enfin, le PCIAT de la FC-G5 Sahel vient d'être inauguré à Bamako. Il incarne la vision régionale de la FC-G5S, qui surplombe les trois fuseaux Ouest, Centre et Est.

Les résultats depuis le sommet de Pau sont très concrets. Les partenaires du G5 Sahel planifient et conduisent aujourd'hui en quasi-autonomie leurs propres opérations. Ils y obtiennent déjà des résultats sur le terrain, en déployant de façon coordonnée plusieurs unités provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger. C'est un véritable changement depuis le Sommet de Pau. Désormais ces unités manœuvrent pour surprendre l'ennemi.

Par ailleurs, ces progrès sont aussi perceptibles pour les populations locales. Elles sont de plus en plus nombreuses à revenir dans des villages qu'elles avaient dû abandonner à cause de la menace terroriste.

Durant la période de COVID19, le travail de coordination s'est poursuivi parfois à distance et avec les mesures barrière. Malgré elles, les forces du poste de commandement ont notamment maintenu ensemble un point de situation quotidien. Un test de vérité qui a démontré la capacité des partenaires du G5 Sahel à opérer en autonomie pendant cette période.

Le Sommet de Nouakchott aura ainsi été l'occasion pour les deux forces sahéliennes de présenter leurs progrès et leurs très bons résultats. Il reste désormais à consolider les acquis tout en achevant la montée en puissance du PCIAT de la FC-G5 Sahel.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad. Elle regroupe environ 5100 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.



Délestages au Mali : Les explications du Directeur des Ressources Humaines d'EDM-SA

Les coupures intempestives d'électricité au Mali font réagir de plus en plus de citoyens maliens. Pour comprendre ce problème d'électricité, nous eu un entretien avec Aboubacar Sidiki Kanté, Directeur des Ressources Humaines de l'Énergie du Mali (EDM-SA). Il nous dévoile les problèmes de l'EDM ainsi que des solutions à envisager pour fournir une quantité suffisante d'électricité à tous les Maliens.

« En tant que Directeur des Ressources Humaines, j'ai une responsabilité de premier plan dans cette situation. Mais les Maliens doivent comprendre que nous sommes touchés au même titre qu'eux par les coupures, parce que nous sommes aussi sur le réseau électrique. Chez moi, il n'y a pas de groupe électrogène. S'il y a coupure, je suis aussi coupé comme les autres abonnés.

C'est important aussi que les citoyens comprennent que depuis soixante ans, il y a un déficit structurel d'électricité, un problème d'investissement sur dix, quinze, vingt, trente ans. »

Les véritables problèmes auxquels l'EDM est confronté

« L'EDM a deux problèmes : un problème d'in-

vestissement et un problème de tarif. Mais tout le monde sait que les questions de tarif au Mali sont sensibles.

L'EDM est probablement l'une des rares sociétés au Mali qui produisent et vendent à perte. Si vous regardez le coût de production ou le coût de session de l'électricité, il y a un véritable déphasage. Lorsqu'une société censée faire du profit, puisque c'est une société anonyme, produit à perte, comment est-ce qu'elle va s'en sortir ? »

Doubler la capacité de l'EDM

« En résumé, ce que la population vit, nous le vivons dans notre chair parce que nous faisons partie de cette population. Nous faisons tout notre possible pour que la situation change. Toutefois, au Mali les coupures sont constantes au cours de trois-quatre mois dans l'année. Cela suppose qu'il faudra doubler la capacité de l'EDM pendant cette période (mars, avril, mai et octobre). Mais pour ce faire, les ressources manquent.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il y a encore des Maliens qui n'ont pas d'électricité. À ce titre, il y a un choix politique à opérer en dotant ces populations de premier niveau. C'est ce qui fait que pendant la période de chaleur, ce

qui est disponible ne suffit pas. Le problème est essentiellement un problème d'investissement. »

Pour pallier le déficit d'électricité

« Les sources de production accessible à notre pays sont l'hydro-électricité, le solaire, la thermique. Il faut un mixte. On ne peut pas avoir que de l'hydro-électricité uniquement parce qu'il y a des moments où il n'y a pas d'eau dans le fleuve. On ne peut pas avoir que du solaire parce qu'il y a des moments où il n'y a pas de soleil et quand on n'a aussi que la thermique, comme dans le cas actuel du Mali, ça coûte trop cher parce que le Mali n'est pas producteur de pétrole.

Il faut trouver un juste dosage avec des investissements conséquents qui permettent de donner de l'électricité aujourd'hui à tous les Maliens, dans un premier temps. C'est lorsque tous les Maliens auront de l'électricité qu'on pourrait envisager de doubler les capacités pour combler les déficits sur des périodes spécifiques comme la période de chaleur.

Il faut savoir aussi que nous sommes dans un pays pauvre qui a des moyens limités, qui est en guerre, qui fait de son mieux sur tous les fronts, y compris celui de l'électricité. »

■ Ibrahim Sanogo

Au Mali, des milliers de manifestants demandent la démission du président



Le rassemblement, organisé par une nouvelle coalition regroupant un large pan de l'opposition politique, a dénoncé la « gouvernance chaotique » d'Ibrahim Boubacar Keita.

« IBK démission ! IBK dégage ! »

Des milliers de Maliens sont descendus sur la Place de l'Indépendance au centre de Bamako, au Mali, vendredi 5 juin. Aux sons des sifflets, des vuvuzelas et d'une fanfare, les manifestants ont repris en chœur les slogans scandés par un speaker perché sur une estrade.

Cette injonction, adressée au président malien Ibrahim Boubacar Keita (IBK), a été formulée à l'initiative d'une nouvelle coalition qui regroupe un large pan de l'opposition politique du pays, de l'influent imam Mahmoud Dicko et son mouvement religieux la CMAS, au militant anticorruption Clément Dembélé porté par le mouvement de la société civile Espoir Mali Koura (EMK), en passant par le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD).

Dans la déclaration finale de ce « rassemblement des forces patriotiques du Mali », les organisateurs reprochent au chef de l'État, au pouvoir depuis 2013 et réélu pour un second mandat en 2018, une « gouvernance chaotique » qui menace de « précipiter notre pays dans l'impasse ». Le cahier des doléances est épais et couvre presque tout le champ du pouvoir régalien : « gestion catastrophique de la crise multidimensionnelle au Mali ; atteinte à l'intégrité du territoire ; détérioration sans précédent des services sociaux ; paupérisation croissante des populations laborieuses ; gabegie financière ; corruption... ».

« Personne n'a reçu de masque »

Dans la foule, les pancartes visibles reprennent certaines de ces critiques et en ajoutent d'autres, exigeant « la libération de tous les prisonniers politiques », « plus d'argent pour l'éducation » ou « la fin du coronavirus ».

En milieu d'après-midi, on comptait environ 20 000 manifestants dont presque aucun ne

portait de masque, malgré la pandémie de Covid-19 qui a contaminé 1 461 personnes et en a tué 85 dans le pays.

Sur l'estrade, les représentants du rassemblement se succèdent au podium. Le plus acclamé est Mahmoud Dicko, leader politico-religieux tenant d'un salafisme quiétiste, ancien proche du président, désormais opposant énergique, connu pour sa capacité de mobilisation et ses coups d'éclat. En mars, ses fidèles bloquaient le Tribunal de Grande Instance de la Commune V de Bamako où l'imam était convoqué.

Sous pression, le gouvernement retirait la plainte visant des propos tenus lors d'une manifestation. L'autre leader du rassemblement, Clément Dembélé, a connu un autre sort. Le 9 mai, il s'est fait enlever en pleine rue par la Direction Générale de la Sécurité de l'État, puis interrogé pendant quinze jours dans des conditions extrajudiciaires, sur une suspicion de complot contre le président.

Quatre détenus tués dans une « mutinerie » à Bamako

Parallèlement, quatre détenus sont morts vendredi au cours d'une « mutinerie » dans une prison de Bamako, a annoncé ce samedi le gouvernement malien. La mutinerie est survenue alors que plusieurs dizaines de milliers de manifestants hostiles au pouvoir du président Ibrahim Boubacar Keita se rassemblaient dans la capitale. « Certains détenus surexcités ont réussi à défoncer les portes de leurs cellules et ont pris à partie les surveillants de prison », a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Cette insurrection a malheureusement provoqué la mort de quatre détenus et fait huit blessés dont un surveillant de prison et une habitante des concessions avoisinantes », a-t-il ajouté. Le gouvernement a tenu à préciser qu'aucune évasion n'avait été enregistrée à la faveur de ces troubles. Une enquête a été ouverte.

Le Mali est en proie depuis 2012 à une profonde crise multiforme, sécuritaire, politique, économique. Les insurrections indépendantistes, puis jihadistes menées par les groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique, ainsi que les violences intercommunautaires, ont fait des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés.

MALI : Les hommes de Dieu et la société civile s'inquiètent et hèlent les gouvernants



DEGRADATION DE LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE AU MALI

Alors qu'on confirme la nouvelle de la mort du leader terroriste d'AQMI, Abdelmalek Droukdal, avec un bon nombre de ses combattants, tués ce vendredi au nord du Mali par des militaires français de l'opération Barkhane, les différentes confessions religieuses et organisations de la société civile du pays sortent de leur réserve, pour dénoncer l' laxisme du gouvernement face aux maux qui minent le pays depuis un certain temps.

Le Mali est un pays de l'Afrique de l'Ouest, où la religion est omniprésente, avec une population constituée à 94,4% de musulmans et 1,6% de chrétiens catholiques. Son tissu associatif bien fourni est très actif. Les responsables de ces confessions religieuses et organisations de la société civile se sont rassemblés en fin de semaine au Mémorial Modibo KEITA à Bamako, pour prendre une position commune, suite à la dégradation

avancée de la situation sociopolitique du pays, notamment le climat d'insécurité avec des combats armés qui secouent une bonne partie du Mali depuis 2012 ; les multiples conflits communautaires, la crise scolaire, avec près de 1000 écoles fermées, selon l'Unicef, laissant plus de 250000 enfants sans espoir de peut-être un jour exercer un métier nécessitant des études. A tout ceci, vient s'ajouter aujourd'hui la pandémie du Coronavirus. Le Mali qui éprouve encore des difficultés de tests pour sa population, compte déjà 1485 cas de contaminations au COVID-19, dont 87 décès.

CONSTATS – INTERPELLATIONS

« ...CONSIDÉRANT les menaces multiformes qui planent sur notre pays ; REGRETTANT que le traitement fait des résultats des dernières élections législatives a contribué à la détérioration du climat politique ; CONVAINCUS que le respect de la constitution est un gage de stabilité qui garantit la liberté d'expression et de manifestation dans le respect de la loi ;

CONVAINCUS ÉGALEMENT que le Mali est et reste notre bien commun à préserver et à renforcer ; RAPPELONS que la satisfaction des besoins fondamentaux du citoyen fait partie des grandes missions régaliennes de l'état, notamment la protection des personnes et de leurs biens, le droit à l'éducation, à la santé et à la justice ; SALUONS toute initiative contribuant à l'apaisement du climat social ; INSISTONS sur le respect du vote du peuple malien, au travers, entre autres, de l'exigence de transparence dans les élections qui sont et demeurent un pan important dans l'avènement et le renforcement de la démocratie ; INVITONS les maliennes et les maliens, de l'intérieur comme de l'extérieur, à l'attachement à la constitution et au respect de nos valeurs sociétales qui considèrent comme cardinales les vertus du dialogue ; DEMANDONS à toutes les Maliennes et tous les Maliens, de mettre le Mali au-dessus des ambitions et désirs personnels » : Ce sont le constat et recommandations dressés par ces hommes de Dieu et de la société civile.

Deux jours avant cette rencontre, des milliers de femmes maliennes, membres des partis politiques de l'opposition et des organisations de la société civile, ont pris d'assaut les rues de la capitale pour manifester contre le laxisme du gouvernement à pouvoir obtenir la libération des personnes qui sont enlevées chaque jour davantage. Le cas le plus préoccupant étant celui du député Soumaïla Cissé, chef de file de l'opposition, kidnappé depuis bientôt trois mois, par un groupe djihadiste lié à Al-Qaïda, qui est toujours en otage, avec un état de santé particulièrement affolant. La manifestation des femmes était organisée par le réseau des Femmes Actives pour les Objectifs du Développement Durable (FAODE), que dirige Madame Koïta Ina Miriam, pour le Mali.

Les femmes leaders de plusieurs organisations féminines avaient déjà été reçues en audience, mardi, par le Premier ministre, Chef du gouvernement, Dr Boubou Cissé, qui les a rassuré : « ...Le président de la République, Son excellence Ibrahim Boubacar Keita et le gouvernement ne ménageront aucun effort. Tout sera mis en œuvre pour retrouver Soumaïla Cissé... ». Mais les femmes ont jugé ces promesses « ...peu réalistes. Du déjà entendu !... ».

■ CHEF ABY

Boubacar PLEA sur la marche du 05 Juin : «L'objectif ne souffrait d'aucune ambiguïté», demander au régime de rendre le tablier

Boubacar PLEA, ex-candidat aux élections législatives dernières, présent à la manifestation des forces patriotiques du vendredi, qui a mobilisé des dizaines de milliers de personnes à Bamako, approché par Malikilé, a eu à nous édifier sur les raisons, les objectifs, et les perspectives de ces manifestations et des organisateurs.



Bonjour Monsieur PLEA, vous étiez candidat aux élections législatives avant de retirer votre candidature, en introduisant par la suite une requête auprès de la Cour Constitutionnelle pour obtenir un report. Vous jugiez à l'époque, le contexte inapproprié pour la tenue des dites élections pour des diverses raisons que vous avez eu à mentionner dans votre requête. Vous avez participé à la grande manifestation du vendredi dernier ayant mobilisé plusieurs milliers de personnes. Nous voulons savoir ce qui vous a amené à y participer ?

Boubacar PLEA : J'ai retiré ma candidature puisque le contexte était plus qu'inapproprié, il était alarmant. Dans ma requête que j'avais adressée à la Cour Constitutionnelle, j'ai eu à prédire tout ce qui se passe aujourd'hui (la nomination des députés, la marche du 05 juin... j'en oublie).

Nous n'avons jamais organisé une telle élection depuis la naissance de notre jeune démocratie. Je pensais que les députés étaient élus, je n'avais jamais imaginé une seconde qu'il était possible de nommer un parlementaire.

Pour ce qui est de ma participation à la marche du vendredi 05 juin, il y a plusieurs raisons : l'insécurité au centre qui se diffuse petit à petit au sud, l'enlèvement du chef de file de l'opposition, la fermeture des écoles depuis l'arrivée du régime actuel, l'emploi des jeunes, l'insécurité alimentaire et la nomination de plusieurs députés par la Cour Constitutionnelle.

Pouvez-vous nous dire quel était l'objectif de cette manifestation grandiose du vendredi ?

B.P. : L'objectif ne souffrait d'aucune ambiguïté, demander au régime de rendre le tablier, autrement dit, demander ou exiger la démission du Président de la République.

Selon vous, le message lancé a-t-il été entendu ?

B.P. : Evidemment, le message a été clair, donc il a été entendu. En ce moment, nous pensons que le départ du Président de la République n'est qu'une question d'heures.

Concrètement, à quoi vous attendez-

vous, en termes de changements et d'améliorations dans la gestion du pays, après cette grande sortie ?

B.P. : Nous attendons après le départ de ce régime incompetent, un changement profond, voire radical. Par exemple sur le plan constitutionnel, institutionnel et législatif.

Honnêtement, pensez-vous que les efforts consentis par la coalition FSD, CMAS, EMK peuvent apporter les changements et les améliorations escomptés ?

B.P. : J'aime appeler ces trois organisations, la "Troïka". Je pense que cette question a été répondue dans la réponse de la précédente question. Ce que je peux rajouter, j'ai la conviction qu'après le départ de ce régime, le Mali ne sera plus jamais géré comme avant. Je pense que la révolution de 1991 a partiellement réussi, nous sommes sortis ce vendredi pour l'achever.

Pour la suite, quelles sont les perspectives ? Qu'est-ce qui est prévu à moyen et long terme par la coalition, au cas où les manifestations venaient à s'essouffler sans que les changements escomptés ne soient effectifs ?

B.P. : Je vais répondre à cette question en une phrase, la Troïka sait qu'on n'a pas beaucoup de temps, qu'il faut déposer ce régime dans les plus brefs délais afin d'entamer les formes qui s'imposent.

Votre mot de la fin ?

B.P. : Comme disait Norbert ZONGO dans son roman "Parachutage" : "Il n'y a pas de bonheur vrai en dehors de celui de tout le peuple".

■ **Propos recueillis par Demba Sidibé**

La Marche du 5 juin 2020 : La République a frôlé le pire !



Des dizaines de milliers de personnes ont répondu présent, le vendredi 5 juin 2020, à l'appel à manifester de trois regroupements politiques : Espoir Mali Kura, le Front pour la Sauvegarde et la Démocratie (FSD) et la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS). La marche, initialement prévue, a été transformée en meeting à la place de l'Indépendance de Bamako, en présence du parrain de la CMAS, l'Imam Mahmoud Dicko.

Depuis 10 heures, une foule en détresse a pris d'assaut la place de l'indépendance. Des manifestants sont venus de l'intérieur du pays. Ce meeting fera date dans notre pays, vu la tournure qu'il a pris par la suite. Depuis son départ de son poste de président du Haut conseil islamique, l'imam Dicko s'est radicalisé contre le pouvoir en place. Cette position se justifie par la montée, crescendo, de l'injustice, de l'insécurité du pays, de la mauvaise gouvernance, de la crise scolaire et des scandales financiers. Face à tous ces maux, la population est sortie massivement pour exprimer son ras-le-bol et demander la démission du Président IBK. Très respecté par ses adeptes, l'imam Dicko a toujours drainé une marée hu-

maine.

L'homme est reconnu pour sa velléité à organiser des mouvements de protestations. Comme à l'accoutumée, les sorties de l'imam ont toujours fait trembler l'élite au pouvoir. Finalement, il a officié la prière de vendredi dans sa mosquée à Badalabougou tandis que de nombreux manifestants ont prié sur la place de l'indépendance. On pouvait lire sur les écriteaux, entre autres « IBK dégage », « le pouvoir appartient au peuple », « rendez-nous notre victoire ».

L'imam Dicko est arrivé aux environs de 16 heures à la place de l'indépendance. Après un accueil triomphal, plusieurs hommes politiques, co-organisateurs de la manifestation (Choguel Maïga, Mountaga Tall, Konimba Sidibé, Cheick Oumar Sissoko, Oumar Mariko...) se sont succédé au pupitre pour dénoncer la mauvaise gouvernance et les autres maux qui minent notre société. Selon certains, le Président IBK est incapable de gouverner le pays et il est temps qu'il rende le pouvoir au peuple. Pour d'autres, il ne contrôle plus rien dans ce pays. Tour à tour, ils ont fustigé et décrié la mauvaise gouvernance qui est arrivée à son paroxysme.

L'imam Dicko s'est adressé à la foule en langue

naionale. Au cours de son intervention, le puissant leader religieux a tenu aussi à faire son mea-culpa aux Maliens pour avoir commis l'erreur monumentale de les appeler à voter IBK en 2013.

Pour lui, il ne s'agit pas du régime d'IBK mais plutôt il s'agit de sauver la patrie du Mali. « IBK est éphémère, son régime est éphémère aussi mais le Mali demeure », dira Mahmoud Dicko.

Toujours poignant dans ses propos, il dira : ce grand peuple du Mali, cette grande nation du Mali n'est pas un peuple soumis, ce n'est pas un peuple résigné, c'est un peuple debout. Pour l'imam Dicko, cette mobilisation doit interpeller IBK, car le peuple est très fort. Ce qui prouve à suffisance que la finalité recherchée par cette démonstration de force de certaines organisations de la société est la démission du Président IBK.

A sa suite, le professeur Salikou Sanogo a lu la déclaration finale. Pour eux, le peuple malien découvre chaque jour, de façon ahurissante, les scandales d'une gestion hasardeuse, dénuée de vision et de cohérence vis-à-vis des intérêts vitaux et stratégiques du Mali, et ce, dans le déni des valeurs fondamentales de notre société. « Depuis son avènement, le régime de IBK s'est illustré par la tenue d'élections injustes, opaques et inquiétantes, enlevant ainsi toute crédibilité au processus électoral dans notre pays. L'élection n'est plus un instrument efficace de régulation du processus démocratique et ne permet donc plus de réaliser le changement de gouvernance souhaité par le peuple », a-t-il martelé. Appel à démission d'IBK

Dans cette déclaration, les organisateurs de ce rassemblement demandent purement et simplement la démission du Président IBK. Une menace qu'ils ont d'ailleurs mis en exécution. Dans leur dessein avoué, après 18 heures, une foule en colère s'est dirigée vers Sébénicoro pour contraindre le Président de la République à rendre sa démission. La suite est connue, un affrontement qui ne dit pas son nom a opposé manifestants et forces de l'ordre. Les Maliens, dans leur ultra majorité, sont déçus de la gouvernance de l'actuel chef de l'Etat.

Les leçons de cette marche doivent être tirées pour niveler les différentes positions.

■ Ibrahim Sanogo.

Micro-trottoire : les maliens s'expriment après la marche du 05 juin

Le grand rassemblement, organisé par le Front pour la sauvegarde de la Démocratie (FSD), la CMAS de l'imam Mahmoud Dicko et le mouvement EMK a eu lieu vendredi 05 juin 2020, sur le Boulevard de l'Indépendance. Après cette marche, nous avons rencontré certains maliens. Ils nous livrent leurs avis.

Moctar Traoré un ancien postier : La marche a été salutaire. Ce que les gens veulent, on l'a exprimé dans la quiétude et cela nous a réjouis. A travers cette manifestation, les gouvernants pourront changer la façon de gouverner le pays. Il faut lancer la balle plus haut pour obtenir ce que l'on veut. On doit donc multiplier les sorties et cela peut faire partir le régime.

Aminata Traoré, vendeuse de médicament : Je suis contente de cette marche. Je veux qu'IBK s'en aille, on n'en peut plus ! Nos enfants sont en train de mourir au nord et au centre du pays, et il y a trop d'enlèvements aussi. Les gens disparaissent brusquement. Les écoles sont aussi fermées, nos enfants ne vont plus à l'école. Vraiment, on ne veut plus d'IBK.

Issiaka Bagayoko, notable à Bamako-Noura : Avec la maladie qui est en cours, moi je suis contre cette marche. Il y a d'autres voies par lesquelles on peut exprimer son mécontentement. D'ailleurs ça n'a pas été une marche, c'était plutôt un meeting. Avec la gravité de la pandémie, je suis contre cette marche.

Ramatoulaye Diaby, employée dans un GIE : Nous sommes fatigués : pas d'école, pas de sécurité. Ils ont dit que nos enfants vont à l'école alors que l'année scolaire tire vers sa fin. Ce qu'on n'a pas pu faire durant tout ce temps, on ne pourra pas le faire pendant le reste de l'année. Le Président a été élu par le peuple ; si le même peuple dit qu'il ne veut plus de lui, il doit partir ; le pouvoir n'appar-

tient pas à une seule personne.

Mamadou Keïta, commerçant : Je ne suis pas contre la marche, mais j'ai mes raisons à moi aussi. Il ne s'agit pas de marcher. On a demandé la démission d'IBK et cela doit être accompagné d'un programme. C'est ce programme qu'ils n'arrivent pas à donner aux gens. Il doit y avoir un suivi de ce programme, c'est-à-dire on donne un autre rendez-vous aux gens pour passer à la désobéissance civile. On n'était pas allé à la marche pour dire seulement IBK "démissionne". On s'attendait à un programme qui serait exécuté au cas où IBK partirait. Donc, on n'est pas d'accord, ils sont en train de nous bernier.

Salimata Diarra, ménagère : On est content de cette marche, car on souffre beaucoup : on a faim, nos enfants sont tués par centaines au nord et au centre du pays, il y a beaucoup de veuves et d'orphelins dans les foyers, et à cela s'ajoute le coronavirus. On a aussi commencé le mois de carême avec beaucoup de difficultés ; on a fêté dans la souffrance. Si cette marche peut nous faire sortir de tous les problèmes que nous vivons aujourd'hui, alors c'est une bonne chose. On est vraiment content de cette marche.

■ **Propos rassemblés par Ibrahim Sanogo**



Réflexions sur la sortie de crise au Mali : Souleymane Dagnon, membre du CE-ADEMA et ex-Maire de la Commune VI, propose - “Il faut arrêter d’opposer les jeunes aux vieux”

Notre pays connaît une crise sans précédent depuis 2012 et qui s'enlise chaque jour de plus en plus. De l'insécurité grandissante inhérente à la crise du nord désormais déplacée au centre à des crises politico-sociales, le Mali vit aujourd'hui une période très difficile. La situation est telle qu'on s'interroge sur ce qui a lieu de faire finalement, tant on a tout essayé sans grand succès. Pour El-hadj Souleymane Dagnon, ancien Maire de la Commune VI et également membre de la Commission Finances du Comité Exécutif de l'ADEMA-PASJ, un vieux de la vieille comme on dit avec ses 70 ans révolus, il faut une remise en cause générale !

Si les acteurs du mouvement démocratique sont mis sur le ban des accusés depuis des décennies, nous confia-t-il, il faut tout aussi reconnaître que ceux-ci n'ont fait que noircir le tableau pour ce qui concerne leurs devanciers, notamment Modibo Kéita et Moussa Traoré. Aujourd'hui on parle de plus en plus de changement générationnel, comme s'il s'agissait d'opposer les jeunes aux vieux ! « Il faut sortir de ce cliché et poser les vrais diagnostics à nos problèmes, ce d'autant que toutes les tranches d'âge, de toutes les générations de 1960 à nos jours, ont eu à faire leur preuve dans la conduite des affaires publiques au Mali ».

Et de souligner que Moussa Traoré n'avait qu'une trentaine d'années quand il accédait au pouvoir en 1968, tout comme le premier président de l'heure démocratique, Alpha Oumar Konaré, n'avait pas encore 50 ans... « Si vous voulez, disons que ceux-ci sont vieux jeux, que nous sommes vieux jeux, parce que nous sommes de la même génération que les Alpha Oumar Konaré, mais dans l'histoire récente du Mali, des jeunes ont eu à faire leur preuve, mais pour quel résultat ? Je veux parler des Oumar Tatam Ly, des Moussa Mara et même de Amadou Haya Sanogo... Ils sont venus



jeunes aux affaires, mais qu'ont-ils pu changer de la situation ? C'est vous dire que le problème du Mali n'est pas un problème de jeunes ou de vieux, mais un problème de responsabilité et de mentalité ».

Quelle solution de sortie de crise donc ? Pour Souleymane Dagnon, il faut aller au-delà des clivages « jeunes-vieux » pour poser les vrais débats. « Il faut une remise en cause et une réincarnation de l'Homme Malien, un éveil de conscience et une politique de responsabilité soutenue donnant place à une réelle valorisation des salaires pour juguler toutes velléités de corruption. Il faut en même temps travailler à réduire les dépenses inutiles de l'Etat, mettre l'homme qu'il faut à la place. Il faut une programmation échelonnée des grands travaux

assortie de priorités claires...

Il faut redonner vie à l'Ecole pour une formation de qualité, seul gage de pérennité des ressources humaines de qualité. Il faut des réformes osées dans des secteurs clés comme la justice, la santé, la protection sociale. Il faut instaurer un système de redevabilité du sommet à la base (qui gère rend compte ; qui bouffe indûment paye ; qui casse paye...). En lieu et place d'un Etat qui procure tout, il faut aller vers un Etat qui aide, qui assiste et qui accompagne les initiatives nationales pour libérer le génie créateur des Maliens. C'est seulement dans des initiatives osées de ce genre que viendra le salut pour le Mali ! ».

■ Yama DIALLO

Le Mali en Crise : C'est à IBK qu'il faut parler



Ces derniers jours ont été riches en conciliabules de tout genre pour demander au trio FSD, CMAS et EMK de renoncer au rassemblement du 05 juin et à la demande de démission de IBK. L'Assemblée nationale les familles fondatrices de Bamako et d'autres mis en mission ou en auto-mission n'ont eu cesse de harceler les responsables des trois regroupements. Peine perdue car en vérité c'est à IBK qu'il faudrait parler. En effet, depuis la proclamation par la Cour Constitutionnelle du Mali des résultats définitifs des élections législatives des 29 mars et 19 avril 2020, le Mali connaît des remous sociaux qui ont atteint un haut degré avec la mort, par balles, de six manifestants à Sikasso. Ces événements ont été causés par un renversement total des résultats des votes des populations dans plusieurs localités du Mali, notamment Kayes, Sikasso, Koutiala, Mopti et Tombouctou. Se sentant flouées par l'Arrêt de la Cour Constitutionnelle, des centaines de personnes ont investi les rues pour crier leur colère. La manipulation des résultats du vote est régulièrement reprochée au pouvoir d'IBK avec, disent certains, la complicité de la Cour

Constitutionnelle. Ce fut le cas lors de la présidentielle malienne de 2018 où Soumaïla Cissé, challenger d'IBK, a dénoncé une fraude massive qui l'aurait privé de la victoire au second tour. C'était encore le cas lors des dernières législatives où, semble-t-il, la fraude aurait atteint le seuil de l'intolérable. Si les manifestations se sont calmées dans les régions, la grogne n'est pas pour autant éteinte pour le pouvoir d'IBK. Elle se manifestera sans nul doute par la mobilisation prévue ce vendredi, 05 juin 2020, par des organisations et mouvements politiques. Comme d'habitude, la médiation se met en branle pour ramener le calme. Cependant, l'on semble déplacer le problème, car c'est à IBK qu'il faut parler pour qu'il rectifie sa gouvernance pour les trois dernières années qui lui restent.

Le Mali a toujours été un pays de paix. Non pas que le pays ne connaît pas de conflits sociaux, mais ceux-ci sont, grâce à des mécanismes traditionnels de règlement, toujours surmontés. En effet, le Chef de village, le Conseil de village, le Chef des chasseurs, le Griot du village et les notabilités sont les personnes habilitées à régler les conflits, y com-

pris les femmes et les jeunes. Ces règlements où le consensus est recherché sont toujours l'occasion de se dire la vérité. On se dit la vérité et on recherche l'apaisement en faisant appel à l'honorabilité de chacun et à l'obligation de travailler à l'apaisement social. « Tes aïeux, tes parents n'ont pas agi ainsi, tu ne feras point », dira le griot pour flatter l'orgueil d'éventuels récalcitrants. Dans la plupart des cas, les conflits se résolvent de cette manière. Depuis qu'il a accédé au pouvoir en 2013, IBK s'est caractérisé par la faiblesse de son écoute. Ceux qui le connaissent bien, comme Mme Sy Kadiatou Sow, disent de lui qu'il ne tolère pas la contradiction. Il s'agit là d'un vilain défaut pour qui a été élu par la Nation pour présider, pendant dix ans, à sa destinée. Car l'opposition politique, la marche, la désobéissance civile sont entre autres des droits reconnus aux citoyens par la Constitution. Contester les actions du Président de la République quand celles-ci sont préjudiciables au progrès social, à la stabilité du pays, à la paix sociale, à l'intégrité du territoire, à l'existence même de la Nation ne saurait être interprété comme une haine pour le Président. Ne dit-on pas chez nous : « Si tes amis ne peuvent te dire la vérité, paye tes ennemis pour le faire » ? Il y a eu et il y a trop de personnes dans l'entourage d'IBK qui se gardent de lui dire la vérité sans doute à cause de son caractère. Ceux-ci sont loin d'être de ses amis. Ce sont eux qui se sont enrichis de l'argent du pays dans des malversations et des détournements et ont impunément porté la corruption au plus haut point dans ce pays, se contentant de faire réélire le prince qui n'a d'yeux que pour le pouvoir.

Certes la situation actuelle que traverse le Mali demande que tous les citoyens s'unissent car la menace vient de partout. La guerre contre le terrorisme, la crise au Centre du pays, la menace contre l'intégrité du territoire à cause de la volonté de scission des rebelles touaregs de Kidal, et maintenant l'épidémie de Covid-19 sont trop lourdes pour les frêles épaules d'un Mali qui tanguer de tous côtés. Cette situation requiert l'union sacrée de toutes les Filles et de tous les Fils du pays. Cependant il appartient au Chef de l'Etat de travailler à cette union sacrée par une politique et une gouvernance qui impliquent toutes les forces vives de la Nation malienne. Le plébiscite de 2013 était une invitation dans

ce sens, une invitation pour relever Maliba que les forces du mal et une gouvernance antipatriotique avaient fait choir. Cependant ce message n'a jamais été compris par IBK.

En effet, le Président de la République a malheureusement compris que la vague populaire qui l'avait porté au pouvoir était un blanc-seing. Au lieu de rassembler comme le lui indique le nom du parti qu'il a créé, IBK s'est mis à singer la politique des nations occidentales où le Président s'appuie sur sa majorité, oubliant que nous sommes au Mali qui a des traditions séculaires de bonne gouvernance qui s'appuie sur les valeurs de notre culture commune. Dès lors, le Président ne pouvait échapper aux errements qu'il a connus, dévorant six Premiers ministres en six années de pouvoir, et au pilotage à vue qui ont conduit au catastrophique Accord pour la paix et la réconciliation nationale signé à Bamako en mai et juin 2015 et qui est quasiment inapplicable en l'état. Ce sont ces mêmes errements qui ont conduit à l'exacerbation de la crise au Centre du Mali qui est en passe de devenir un conflit interethnique.

L'opposition politique malienne s'est évertuée, pendant six ans, à dénoncer les dérives du pouvoir d'IBK sans que celui-ci daigne lui prêter la moindre oreille attentive. L'Assemblée nationale qui aurait dû jouer son rôle de veille sur le pouvoir exécutif s'est contentée d'ac-

compagner un Président de la République en perte de vue. Seul l'Imam Mahmoud Dicko fait trembler IBK et lui coupe le sommeil. La méthode de ce dernier n'est certes pas la meilleure mais elle a cela de positif qu'elle permet de réveiller le Président de la République en lui montrant vigoureusement qu'il s'est fourvoyé. Aussi, la marche programmée le vendredi, 05 juin 2020, met-elle en branle la République. La Cour constitutionnelle, dont Me Mountaga Tall dit qu'elle « ignore ses missions et ne maîtrise pas la Constitution du Mali », et le Président élu de l'Assemblée nationale du Mali jouent les pompiers en mobilisant toutes les forces vives de la Nation pour empêcher ladite marche.

Or l'Honorable Moussa Timbiné se trompe totalement de cible. S'il y a quelqu'un à qui il faut parler c'est bien IBK qui n'a daigné faire des concessions que lorsqu'il est sous pression. Les syndicalistes le savent bien qui ont dû recourir régulièrement à des grèves illimitées pour satisfaire leurs doléances. Et l'école malienne est en totale déperdition à cause de la grève quasi illimitée des enseignants. IBK sait-il seulement que dans trois petites années il ne sera plus à Koulouba ? A-t-il le souci de laisser à la postérité l'image d'un président qui rassemble ? Rien n'est moins sûr car les dernières élections présidentielle et législatives ont largement montré que le Président

de la République ne veut non seulement rien changer à sa gouvernance mais qu'il s'est donné les moyens de la poursuivre.

Ainsi, Mahmoud Dicko, dont les républicains peuvent regretter qu'il soit un religieux rigoureux, est celui qui a su réveiller IBK en relayant les messages du Cherif de Niara amplifiés par les forces politiques de l'opposition. Car le Président de la République n'a peur que de l'épreuve de force qui menace son pouvoir. C'est pourquoi il faut soutenir la marche de vendredi prochain non pas parce qu'elle demande la démission du Président, mais parce qu'elle va réveiller un Président qui dort et croit que tout est mieux dans le meilleur des mondes alors que le pays s'enfoncé chaque jour dans l'abîme. IBK doit réaliser que le Mali ne lui appartient pas et qu'il n'a pas été élu pour le malheur des Maliens. Et la marche de ce 05 juin doit le lui rappeler pour que la prochaine équipe gouvernementale soit le reflet des préoccupations de tout le Peuple pour qu'enfin on cesse « d'humilier le Mali » selon l'expression de Me Mountaga Tall. Le Mali peut se sortir et doit se sortir de l'impasse où on l'a poussé. Pour cela il faut que les Maliens sortent de la léthargie où elle est plongée. Comme le criait Sunjata Kéita, fondateur de l'Empire du Mali : An nyé wa !

■ **Diala Thiény Konaté**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Faléa : Le Gankhouran, un masque en voie de disparition

Le Gankhouran, ce masque symbole et courroie de transmission de deux mondes, est en voie de disparition.

La Commune Rurale de Faléa est une très vieille aire culturelle au patrimoine très riche et varié. Fondée il y a plus de 743 ans, elle est occupée par plusieurs communautés (dialonké, peulh, malinké, diakhanké) qui, après une première courte période de conflits et de rivalités, ont trouvé des modalités appropriées pour construire un « modus vivendi » non seulement pacifique mais également caractérisé par l'interdépendance économique, le brassage social, physique et culturel, la symbiose, la cohésion et la solidarité.

Les populations ont développé une multitude de pratiques et de manifestations culturelles très importantes par leurs qualités esthétiques, leurs fonctions sociales et leurs logiques symboliques. Le masque « Gankhouran » en est, incontestablement, l'élément le plus représentatif.

Le "Gankhouran" (en langue dialonké) ou "Diankhouran" (en langue malinké) est un masque fabriqué et porté avec l'accord des êtres du monde invisible (ancêtres, parents et amis ou alliés défunts, esprits bienveillants de la brousse) pour faire passer leurs messages (recommandations, mise en garde, demandes d'offrandes, etc.), intervenir manifestement dans leur existence matérielle, révéler la vérité et trancher en cas de conflits ou litiges, prédire l'avenir au cours de scènes-spectacles de communion collective. Il est, à la fois, une rupture symbolique avec la communauté (le port d'un costume spécial de tissus constitué des bandes de cotonnade ou de filets teints d'écorce d'arbre ou de terre avec des perles ou des cauris, de feuilles de karité aux deux poignets, à la hanche et aux chevilles signifie le refus des styles vestimentaires créés ou adoptés par la communauté, de son mode vie; c'est un acte de liberté!) et un lien, une passerelle, une courroie de transmission entre les deux mondes du cosmos, de la réalité de l'univers qui est une et indivisible en deux entités séparées.

Le masque « Gankhouran » est également uti-

lisé dans pratiquement toutes les séquences de la vie et de l'activité sociale : production agricole (pour galvaniser l'énergie physique des producteurs), initiations (circoncision et excision), cultes des sociétés secrètes, fêtes, animations sociales, mariages, etc.

Par exemple, la danse du « Gankhouran des jeunes », une des variétés de ce masque est un spectacle offert en cadeau-surprise à un jeune couple marié et en chambre nuptiale par ses amis et camarades de la même classe d'âge (qui ont été initiés en même temps qu'eux lors de la circoncision/excision).

Ce type de masque entre au village le soir (soit entre 17H30 et le crépuscule) et reste jusqu'à ce que la nuit s'impose. Il se produit sur la place publique du village. Il célèbre l'amour et la vie, convoque les mânes des ancêtres, les esprits des parents, amis et alliés défunts, les génies bienveillants de la brousse pour apporter et assurer durablement au couple en noces, santé, longévité, prospérité et une nombreuse progéniture, gage de soutien de vieillesse et de perpétuation des deux lignées ainsi croisées.

Les jeunes filles et les femmes jeunes-adultes se joignent à la réjouissance, forment un cercle autour des danseurs de Gankhouran et de leurs instrumentistes pour les applaudir, les encourager, chanter et danser tour à tour avec eux mais également honorer les masques et leurs porteurs (qui ont, en cette occurrence, un pied dans le monde invisible et communiquent avec lui) par des mouvements d'ensembles séquentiels d'accroupissement et de révérence à leurs passages près d'elles.

Les enfants (fillettes et garçons) y participent également et saisissent l'occasion pour observer, puis apprendre les différents gestes (applaudissement, accroupissement...), surtout à chanter et à danser. Tout autre individu ou groupe d'une autre classe d'âge (adultes, vieux) peut y assister sans toutefois être autorisé à intervenir sur la scène. À tout moment, un notable ou un patriarche, invité ou passant par-là, peut demander un temps mort, féliciter,

faire des bénédictions ou offrir un cadeau.

De par ses multiples fonctions (productive, de convivialité, de communication et de solidarité, mais aussi éducative et symbolique), le masque « Gankhouran », est le lien permanent, l'outil qui structure, anime et soude constamment les membres des communautés locales qui l'utilisent. Il est le garant matériel et symbolique le plus répandu, le plus efficace et le plus sûr de l'identité collective et de la cohésion sociale, fondement nécessaire et indispensable du processus du développement. Le Gankhouran est connu dans tout le Cercle de Kéniéba, dans le Konkodougou, notamment de Kassama en passant par Dombia, les villages de Toumboumba, Goléa, Kobokoto, Guenégoré, Bayé et Gindinsou...

Les Conseil des Sages et les autorités communales de Faléa sont conscients de ces menaces liées à la modernisation qui planent sur les communautés locales et préoccupés par le manque de moyens efficaces pour y faire face. C'est compte tenu de la nécessité de préserver, de valoriser et de revitaliser ce patrimoine culturel local en péril dans le nouveau contexte de bouleversement économique, démographique, qu'ASFA 21 (Action Solidarité en faveur des 21 villages de la Commune de Faléa) se bat depuis plusieurs années pour organiser dans la Commune, voire même dans le Cercle de Kenieba, un festival de danse du masque « Gankhouran ». Si son initiative se concrétise, elle permettra sans doute de capitaliser et de promouvoir d'importants éléments du patrimoine culturel, socle de construction des communautés locales et base indispensable du développement humain durable de la Commune.

ASFA 21 envisage également de sauvegarder les éléments matériels et immatériels du patrimoine local, riche et varié, lesquels sont exposés à un très sérieux risque de disparition progressive notamment la destruction des lieux de culte et de rituels, des espaces et paysages culturels par les travaux d'excavations géantes destinées à extraire les minerais, la dégradations des valeurs culturelles ancestrales, l'acculturation de la nouvelle génération et l'abandon général des références identitaires fondamentales et des pratiques culturelles traditionnelles positives.

■ **Nouhoum Keita**



Guinée : le premier ministre Kassory Fofana en danger de mort

Le commun des mortels ignore ce qui oppose Alpha Condé et son Premier ministre, au point que le premier refuse de second d'aller se soigner aux USA, nonobstant l'effectivité de la maladie de celui-ci.

En effet, après le tout premier refus d'Alpha de laisser Kassory sortir librement du territoire national, le Premier ministre avait alors tenté de braver la décision présidentielle, en exhibant son passeport américain aux agents de l'aéroport de Conakry. Ces derniers sont entrés en contact avec Alpha pour avoir l'autorisation du Président de la République avant de valider le voyage du Premier ministre. La réponse du Président est sans équivoque : niet, pas de sortie pour le Premier ministre.

Kassory retourne chez lui, sur la pointe des pieds, craignant d'éventuels tintamarres autour de son voyage avorté. Pourtant, l'état de santé du Premier ministre ne s'améliore pas. Il tente alors, sans succès, de passer par Forécariah, sa ville natale, à l'effet de rallier la

Sierra Leone pour y prendre un vol humanitaire.

Il lui est logiquement signifié des consignes fermes, venant de l'autorité supérieure, interdisant sa sortie du territoire national. Il rentre à nouveau chez lui et prend son mal en patience.

Sauf que l'état de santé du Premier ministre se dégrade au jour le jour. Kassory est soumis, depuis plusieurs années, à un traitement contraignant et ses médicaments proviennent des USA. La pandémie du Coronavirus empêche à la fois la sortie du Premier ministre pour honorer ses rendez-vous médicaux, mais également l'expédition des médicaments provenant des USA.

Pendant que le Premier ministre se bat courageusement contre la maladie, c'est le dispositif de sécurité autour de son domicile qui est renforcé, depuis 72 heures, par son mentor Alpha Condé. Pour quelles raisons ? Bien malin saurait y répondre.



Kassory souffre de problèmes cardiaques, doublés d'une autre maladie chronique, depuis belle lurette. Il doit se rendre régulièrement en Occident pour des contrôles sanitaires. Sa cardiopathie a une grave incidence sur ses vaisseaux sanguins. Lui refuser les soins actuellement, c'est mettre sa vie en danger, d'autant plus qu'il fait désormais des crises répétitives. Nous y reviendrons.

■ **Mandian SIDIBE**
Journaliste exilé à Paris

Les parlementaires africains se mobilisent pour Soumaïla Cissé

APPEL. Pour la libération du député malien Soumaïla Cissé enlevé par des hommes armés non identifiés, les parlementaires africains font entendre leurs voix. Par Assemblée parlementaire francophone (APF)*

À l'initiative de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, présidée par Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, le Parlement panafricain, présidé par Roger Nkodo Dang, et l'Union parlementaire africaine, présidée par Mohamed Ali Hou-

med, président de l'Assemblée nationale de Djibouti, ont, au nom de leurs organisations respectives, appelé à la libération de leur collègue, frère et ami Soumaïla Cissé. Cela s'est passé le 25 mars dernier alors qu'il était en campagne électorale dans la circonscription de Niafunké, région de Tombouctou au Mali, dans le cadre des élections législatives du 29 mars et 19 avril 2020. Ce jour-là, Monsieur Soumaïla Cissé, parlementaire, président de l'Union pour la république et la démocratie au Mali, a subi une attaque armée de son convoi



par des individus armés non identifiés au cours de laquelle il a été enlevé, son aide de camp tué et deux membres de sa délégation grièvement blessés.

Session inaugurale du Conseil d'Administration du Centre de Médecine du Sport "Lassana Traoré- dit Ambiance": Les balises posées !

C'est la salle de réunion du ministère des Maliens de l'Extérieur qui a abrité les travaux de la session inaugurale du Conseil d'Administration du Centre de Médecine du Sport "Lassana Traoré- dit Ambiance", ce jeudi 4 juin. Une session présidée par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré, qui avait à ses côtés les administrateurs et le Directeur Général dudit Centre, Dr Adama Youssouf Sangaré.

Créé par l'Ordonnance n°2017-016/P-RM du 13 mars 2017, le Centre de Médecine du Sport "Lassana Traoré- dit Ambiance" (CMS-LTA) est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Il a pour mission : d'assurer le suivi de la santé des sportifs, d'effectuer de la recherche en santé des sportifs et de contribuer à lutter contre le dopage dans le sport.

La tenue de la première session de son Conseil

d'Administration a servi d'occasion pour le ministre de la Jeunesse et des Sports d'exprimer aux administrateurs les attentes légitimes du pouvoir public sur son devenir. Une mission ardue, selon le Ministre Touré. Cela pour la simple raison qu'il s'agira de définir les orientations générales et d'en contrôler l'exécution. Pour ce faire, « vous devez vous acquitter de la plénitude de vos capacités pour faire de ce centre une référence dans l'espace africain », a confié le président de son Conseil d'Administration, avec la ferme volonté que c'est à ce prix, le centre pourra satisfaire aux exigences de qualité que requiert l'accréditation aux normes ISO9001. Toute chose, selon le ministre Arouna Modibo Touré qui nécessitera pour la direction générale de : « prendre des initiatives pour anticiper sur les préoccupations, pour réaliser une planification à court, moyen et long terme des investissements en termes

d'équipements et de mobilisation des ressources humaines, car la bonne fonctionnalité du centre en dépend ».

Avant le discours inaugural du Ministre Arouna Modibo Touré, l'honneur est revenu au nouveau Directeur Général du Centre de Médecine du Sport "Lassana Traoré dit Ambiance", Dr Sangaré, de rendre un vibrant hommage au président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita pour avoir créé ce joyau au profit des sportifs maliens. Selon toujours le DG du CMS-LTA, le mérite de la concrétisation efficace de cette initiative du président IBK revient au ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré. « Monsieur le Ministre, au nom de tous les administrateurs et de ma direction nous vous disons merci » a déclaré le Dr Adama Youssouf Sangaré.

Cette session, comme voulu par le PCA du Centre a été l'occasion d'examiner et d'adopter les documents relatifs au cadre organique du CMS-LTA, la grille salariale du personnel et le budget.

Avant de déclarer ouverte cette session inaugurale, le ministre Touré a félicité le Directeur général et son adjointe pour les efforts consentis avant de les exhorter à redoubler d'invigilance pour que : « l'inauguration prochaine du Centre par le président de la République soit un réel succès ».

■ CCOM/ MJS





tBélier (21 mars - 19 avril)

Vous tendrez à manquer de diplomatie et à trop foncer tête baissée. Il est vrai que l'inertie ambiante ne favorisera pas vos intérêts, mais ne forcez pas les choses. Vous devrez agir avec une main de fer certes, mais dans un gant de velours quand même !

Vous pourrez compter sur de bonnes conditions financières ou plus exactement d'appuis, de soutiens, dès lors que vous aurez besoin d'un apport d'argent. Vos opérations administratives ou bancaires seront largement favorisées avec un Uranus bienveillant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au travail, votre patience est mise à rude épreuve. Vous travaillez dur et avec peu de reconnaissance. Cette situation vous laisse un goût amer ! La fatigue intellectuelle se fait sentir chaque jour davantage. Pensez à faire des pauses. C'est indispensable.

Les astres vous rendent impulsif. Vous risquez de compenser votre nervosité avec des achats faits sur des coups de tête ! Les gadgets pour la voiture et la décoration vous tentent par tous les diables ! Les frais sont importants, mais vous restez zen.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre impatience ou vos actions menées durant la dissonance astrale Lune-Mars pourront vous faire perdre le sens de la logique... À cause de cela, votre crédibilité va s'évanouir dans la nature ! On ne vous donnera plus que des tâches peu gratifiantes...

Ami Gémeaux, vos dépenses financières seront le prolongement de votre égo surdimensionné... Une dissonance planétaire en provenance de Mars fera de vous aujourd'hui le frimeur du zodiaque ! Tout sera prétexte à montrer que vous avez de l'argent...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pas si confiant, vous remettez vos compétences professionnelles en cause. Que vous arrive-t-il cher natif ? Vous doutez à ce point, à cause d'une baisse de tonus ? Pas de panique, il faut reprendre le dessus, vous n'avez pas le choix. Uranus vous pousse à la dépense aujourd'hui, ça tombe bien, vous mourriez d'envie de faire des emplettes et si en plus de ça, vos finances sont en forme. Vous n'en demandez pas plus, vous prenez ce qu'il y a à prendre. Vous êtes assez satisfait !



Lion (22 juillet - 23 août)

Jupiter et Saturne contribueront à stabiliser votre situation professionnelle, sans vous enfermer dans des habitudes. Au contraire, tout s'animera à l'intérieur de votre cadre, sans modifier vos points d'ancrage. Libre à vous de donner cours à vos ambitions.

Vous multipliez les actions pour limiter les risques financiers. Ne vous attendez pas à être soutenu dans vos démarches. Vous rencontrerez des refus, des oppositions et de la mauvaise volonté pour vous aider. Mais vous ne baiserez pas les bras.



Vierge (23 août - 23 septembre)

C'est le moment de négocier une hausse de salaire. Vous pouvez tenter votre chance. Une prime peut faire l'objet d'un débat. Un peu de patience. Les démarches sont en cours. Vous devez faire attention aux clauses. Avant de signer, lisez bien entre les lignes.

Les articles de décoration et les vêtements sont vos péchés mignons ! Même si vous êtes vigilant, vous pourriez craquer sur des articles ! Si vous faites du shopping, fixez-vous une limite ! Mais il n'est pas certain que vous teniez l'engagement.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

On aura besoin de vous pour instruire et former de nouveaux collègues. Mise sur le travail bien fait. C'est là que vous aurez le maximum de chances de marquer des points. Vous saurez exploiter vos talents d'une manière tout à fait originale et atypique.

Avec les sous, il vaut mieux attaquer le problème à la source pendant qu'il est temps. C'est pourquoi vous allez réduire votre consommation de tabac, le montant de votre enveloppe destinée aux jeux d'argent, etc. Il n'y a pas de petites économies !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous pourriez avoir l'impression d'avoir fait le tour de votre poste actuel. Vous envisagez un changement. Avant de prendre une décision ferme et définitive, vous décidez de demander l'avis de l'un de vos proches. Vous avez besoin de conseils.

Ce n'est pas quelques petits euros en moins sur votre compte qui vont vous empêcher de dépenser, sauf que vous avez plutôt intérêt à réfléchir à deux fois, avant de mettre vos finances à mal pour les jours qui suivent. Soyez vigilant.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Depuis votre secteur VI, le transit d'Uranus vous incitera à innover, à changer votre mode de fonctionnement dans votre activité. Ne remettez pas tout en question, car on ne vous suivra plus sur vos initiatives, alors que certaines seront excellentes.

Par maladresse, parce que vous irez trop vite, vous croirez valider votre commande par internet et cela ne sera pas le cas. Lorsque vous vous apercevrez de votre bévue, il sera trop tard pour bénéficier de ce code promo intéressant financièrement.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous rêvez de changer d'activité. Les finances ne sont pas suffisantes. Vous espérez gagner davantage très vite ! Des démarches commencent. Vous avez l'espoir de trouver un nouveau poste. Il peut être une fonction commerciale ! Continuez vos entretiens !

De l'agacement persiste dans les finances. Vous faites toujours attention tandis que les frais continuent ! Ne prêtez pas de l'argent. On ne vous le rendrait pas ! Encore un peu de patience et tout devrait entrer dans l'ordre ! En attendant, restez positif !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous occupez un poste de cadre, vous songerez à tout plaquer pour travailler en tant que manutentionnaire ! Si vous êtes simple employé et après un rapide calcul, l'écart entre votre salaire et les allocations chômage ne sera pas énorme...

Ça s'en va et ça revient... comme les paroles de cette chanson, l'argent s'en ira, mais aujourd'hui, il ne reviendra pas ! Sous la coupe de la dissonance Lune-Mars, votre chance presque insolente ne sera plus qu'un lointain souvenir. Anticipez !



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous démarrez une nouvelle activité professionnelle, vous changez automatiquement vos habitudes. Aujourd'hui, vous avez du mal à vous y faire. Vous avez de la difficulté à trouver vos marques et vos repères. Vous en perdez votre motivation.

Vous profitez d'une gestion beaucoup mieux adaptée à vos moyens. Cher Poissons, votre budget retrouve un équilibre. Vous commencez à voir une nette amélioration, et cela vous donne confiance pour la suite. Persévérez dans vos efforts.

Promo Box Wifi 4G



Jusqu'à 32 appareils
connectés en simultané

15 Go
offerts



-50%
sur les frais de
la Box



Jusqu' au 31 mai 2020

De l' Internet très haut débit à domicile à partir de **9 500 FCFA/mois**
avec des forfaits allant **jusqu'à 100 Go***

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official